

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DU LYCEE SAINT-MARTIN

(clôture des comptes 2024-2025)

Préambule :

Le modèle d'annexe aux comptes annuels de l'association de gestion applicable pour l'exercice 2024/2025 clos le 31 août 2025 a été établi par la Fédération nationale des Ogec après étude au sein de la commission comptabilité-gestion.

Les sources réglementaires et les recommandations professionnelles suivantes ont été prises en compte :

- Règlement [ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018](#) modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et [recueil des normes comptables françaises pour les entités du secteur non lucratif](#) (version en vigueur au 1^{er} janvier 2022)
- Règlement [ANC n°2014-03 du 5 juin 2014](#) modifié relatif au plan comptable général (version en vigueur : au 1^{er} janvier 2019)
- Guide de l'établissement de l'annexe comptable des associations et fondations (édition mars 2021) – Ordre des experts-comptables

Le modèle d'annexe aux comptes annuels de l'association de gestion du lycée Saint-Martin est adapté aux activités des établissements scolaires catholiques. Il comprend des dispositions communes prévues par le plan comptable général et des dispositions spécifiques aux entités du secteur non-lucratif (article 431-1 du règlement ANC n°2018-06).

Pour mémoire, les associations de gestion ont l'obligation d'établir des comptes annuels en application de leurs statuts : « Il est tenu une comptabilité conforme à la législation en vigueur et au plan comptable adapté à l'Enseignement privé [...]. La durée de l'exercice social est de 12 mois. L'exercice commence le 1^{er} septembre pour être clôturé le 31 août. » (article 10 des statuts-types Ogec).

Le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif s'applique à tout organisme à but non-lucratif qui est tenu d'établir des comptes annuels (art. 111-1), donc il s'applique de plein droit aux associations de gestion.

Le plan comptable général indique que les entités tenues d'établir des comptes annuels doivent présenter une annexe. En effet, les comptes annuels comprennent le bilan, le



compte de résultat

et l'annexe ; ils sont établis à la clôture de l'exercice et forment un tout indissociable (art. 112-1 du règlement ANC n°2014-03). Les associations de gestion doivent donc élaborer une annexe en sus du bilan et du compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les **informations d'importance significative** destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et le compte de résultat (art. 112-4 du règlement ANC n°2014-03).

Les comptes annuels, une fois arrêtés par le conseil d'administration de l'association de gestion et approuvés par l'assemblée générale, permettent une publication externe d'informations à caractère comptable.

Les comptes annuels, et en particulier l'annexe, doivent être préparés dans un souci de transparence vis-à-vis des parties prenantes, notamment les financeurs, en vue de garantir la confiance dans la gestion de l'association de gestion.

En complément des comptes annuels, l'association de gestion est invitée à préparer des éléments d'information à usage interne, qui sont distincts de l'annexe. Ces informations de gestion sont importantes pour les décisions à prendre par le conseil d'administration de l'association de gestion et à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale (ex : politique tarifaire, projets d'investissement, budget de fonctionnement).



SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'association de gestion, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Fonds propres
- 5) Subventions d'investissement
- 6) Provisions

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Informations sur les concours publics et les subventions
- 2) Ventilation du chiffre d'affaires
- 3) Effectif employé pendant l'exercice
- 4) Rémunération des dirigeants
- 5) Honoraires des commissaires aux comptes
- 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 7) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail

4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABEAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABEAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABEAU V	Tableau de variation des fonds propres
TABEAU VI	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABEAU VII	Tableau des mouvements des provisions
TABEAU VIII	Tableau de détail des concours publics et subventions

PRECISIONS SUR LES RUBRIQUES DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES**1) Identification de l'association de gestion, objet social, activités, moyens mis en œuvre :**Contenu de la rubrique :

- Association de gestion du lycée Saint-Martin 4 Ter Avenue des Mésanges 44270 MACHECOUL-ST MEME
- Date de création : 12 avril 1956
- Description de l'objet social
- Description de la nature et du périmètre des activités réalisées
- Description des moyens mis en œuvre

Précisions :

- **Objet social :**

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissement de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes, de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L 813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

L'association, à travers l'établissement dont elle a la responsabilité, contribue au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, à l'élévation et l'adaptation de leur niveau de formation et de qualification, ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle.

Par son objet l'association contribue à l'animation et au développement des territoires, dans les domaines liés aux formations qu'elle assure et de coopération internationale.

Pour réaliser son objet, l'association peut également passer contrat ou convention avec des collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme public ou privé concourant même partiellement à son objet.

- Nature et périmètre des activités réalisées : utiliser la typologie ci-dessous et indiquer de façon globale le nombre de classes et le nombre d'élèves

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : collège, lycée général, technologique, professionnel	Restauration scolaire

- Moyens mis en œuvre :
 - Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 27 soit 24.47 ETP.
 - Personnel salarié Association gestion : 13.80 ETP.
 - Locaux scolaires : 2514 m², mise à disposition gratuite par la Fondation de la Providence.
 - Acquisition d'un terrain, le 14 décembre 2022 pour un montant de 74 840€, de 7 ares et 20 centiares, soit 720m², dont 359m² de surface constructible comptabilisé dans le compte 2742 « Prêts aux partenaires ». Terrain mis à disposition gratuite par la Fondation de la Providence.

2) Faits marquants de l'exercice :

Effectifs :

Les effectifs des élèves ont augmenté, passant de 309 élèves à la rentrée 2023, à 345 à la rentrée 2024, soit 36 élèves supplémentaires.

Les 345 élèves sont répartis ainsi : 310 demi-pensionnaires et 35 externes, cette progression se traduit par une augmentation de la subvention de fonctionnement.

Les effectifs dans les classes sont satisfaisants. La filière vente poursuit son développement.



Ouverture de l'UFA (voie de formation initiale scolaire par apprentissage) :

- CAP Accompagnement Educatif de la Petite Enfance : 12 apprentis,
- CAP Agent de Propreté d'Hygiène : 1 apprenti.

Qualification du chef d'établissement :

Au cours de l'exercice, Madame RODRIGUEZ Marion, cheffe d'établissement, a obtenu sa qualification à l'issue d'un cycle de formation de deux années. Cette validation constitue une condition nécessaire à sa fonction et formalise la conformité de la direction.

CSE :

En octobre 2024, un projet de rapprochement entre le Lycée Saint-Joseph, l'École Saint-Honoré et le Lycée Saint-Martin a été étudié. Dès sa présentation, le personnel a fait part de son opposition, formalisée par une déclaration transmise au CSE. Parallèlement, le Ministère de l'Agriculture ainsi que le CNEAP ont rappelé leur position défavorable aux opérations de fusion-absorption des lycées agricoles par des établissements relevant de l'Éducation nationale.

Dans ce contexte, et afin de respecter les orientations institutionnelles comme l'attachement des équipes à l'identité de leurs établissements, le projet a finalement été reporté.

Projet architectural :

Un projet architectural est mené avec l'architecte programmate M. Jérôme Tardieu sur la période 2023-2027. Au cours de l'exercice 2024/2025, des travaux ont concerné la salle du personnel, la création d'un bureau pédagogique, l'aménagement d'un terrain de pétanque et la clôture du terrain.

Les exercices à venir prévoiront des investissements plus importants, notamment le réseau des eaux qui est vétuste et la création de plateaux techniques.

Prêt 30 000€ :

Le Conseil d'Administration, lors de la séance du 17 juin 2024, a voté l'octroi d'un prêt de 30000€ à l'établissement agricole AOR du Campus Val de Sarthe à Sablé sur Sarthe, en difficulté.

Arrêts longues maladies :

Au cours de l'exercice 2024/2025, il y a eu 3 longs arrêts maladie :

- Enseignants de droit public : - AUDRAIN Gwénaëlle, enseignante HG (0.5 ETP)
- VUILLEMIN Laure, enseignante lettres modernes (1 ETP)
- Personnel de droit privé : - SARTORIO Elodie, AVS
- AUDRAIN Gwénaëlle, adjointe de direction (0.5 ETP)

Les remplacements des enseignantes de droit public n'ont pas été intégralement couverts par la subvention article 44 conjoncturel.

Mouvement du personnel :

- Marion MONTFERRAND est embauchée en CDI pour coordonner la formation en apprentissage,
- Embauche de plusieurs AVS pour les suivis des élèves à besoins éducatifs particuliers,
- Embauche de formateurs pour l'UFA,
- Départ de Mme AUDRAIN Gwénaëlle, enseignante de droit public et adjointe de direction au 31/08/2025, Mme AUDRAIN a demandé sa mutation dans un autre établissement scolaire vers l'éducation nationale,
- Départ en retraite de Mme DANIELO Michelle,
- Départ de Mme VUILLEMIN Laure au 31/08/2025 pour mutation,
- Départ de Mme YVERNOGEAU Nathalie au 31/08/2025, fin de CDD,
- Départs de Mme FRONT Bénédicte au 11/07/2025, fin de CDD.

Investissement :

- Création d'un bureau pédagogique,
- Déplacement de la cloison de la salle visioconférence, pour création d'un bureau communication,
- Réaménagement de la salle du personnel,
- Création d'un terrain de pétanque,
- Clôture et création d'un portillon situé derrière la cuisine pédagogique,
- Renouvellement des postes et des vidéoprojecteurs, TICE 2025.

Développement durable :

- Installation de composteurs dans le cadre d'une action éducative,
- Eco pâturage : entretien des espaces verts par les moutons d'Ouessant sur 2 de nos parcelles, un projet qui s'inscrit dans le cadre des transitions écologiques.

Nouveautés post-clôture au 1/09/2025

- Ouverture du Centre de formation continue, les formations proposées sont le CAP AEPE et le CAP APH en complément de l'offre en apprentissage,
- Amélie MOIROUX augmente son temps de travail sur son contrat de droit privé pour assurer la mission de coordinatrice de vie scolaire et diminue son contrat de droit public de 10%.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**1) Durée et dates de l'exercice comptable :****Proposition de rédaction :**

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2) Référentiel comptable :**Proposition de rédaction :**

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août N ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la [nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat \(édition 2020\)](#) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Règles et méthodes comptables :

Pour mémoire, la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif a concerné les comptes de l'exercice 2020-2021.

L'Autorité des Normes Comptables a adopté le 11 mars 2022 deux nouveaux textes : le [règlement N°2022-01](#) modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et le [règlement N°2022-02](#) modifiant le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018. L'homologation de ces deux règlements n'ayant pas fait l'objet d'un arrêté publié au Journal Officiel avant le 31 août 2022, les nouvelles dispositions réglementaires ne sont pas

applicables aux comptes 2021/2022. Ces deux nouveaux règlements concernent les associations de gestion ayant une activité de formation par apprentissage et ceux percevant le solde de taxe d'apprentissage.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Précisions :

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	35 à 40 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	8 à 15 ans	6,66 à 10 %
Matériel de bureau	5 ans	10 à 20 %
Mobilier	10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 5 ans	10 à 33,33 %
Matériel informatique	3 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	1 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Contenu de la rubrique :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Précisions :

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

5) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

6) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

Précisions sur les engagements de retraite :

La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, de taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.78%
- Taux de croissance des salaires : 0
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Table de taux de mortalité : 0

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 17 322 €.

Précision sur le Compte épargne temps du chef d'établissement :

A compter du 1/09/2023, un compte épargne temps est calculé pour la cheffe d'établissement Marion RODRIGUEZ, selon les statuts du chef d'établissement.

Cette provision est calculée à hauteur de 10 jours épargnés dans l'année scolaire sur le salaire journalier brut du chef d'établissement.

Montant de la provision 2024/2025 : 4 121 €

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

2) Effectif employé pendant l'exercice :

	Hommes	Femmes	Total	Effectif Equivalent Temps plein
Cadres	5	14	19	6.62
Agents de maîtrise	1	2	3	3
Employés	1	10	11	4.18
Total	7	26	33	13.80

3) Rémunération des dirigeants :

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte

financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Au titre de l'exercice, les 3 plus hauts dirigeants sont considérés comme étant le président, le vice-président et le trésorier. Le montant des rémunérations et avantages en nature versés s'est élevé à 0€.

4) Honoraires des commissaires aux comptes :

Les honoraires de notre cabinet de commissariat aux comptes : Bakertilly s'élèvent à 7000 € pour l'exercice 2024/2025.

5) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

- Produits et charges imputables à un autre exercice : produits constatés d'avance (passif) 12 697€ et charges constatées d'avance (actif) 7 982€,
- Charges à payer 24 515 € et produits à recevoir 0€ rattachés aux postes de dettes et de créances.

6) Charges et produits exceptionnels :

Contenu de la rubrique :

Si les montants sont significatifs, l'association de gestion donne des précisions sur la nature et le montant des :

- Produits exceptionnels : 63 457€ détaillés de la façon suivante :
 - ↳ 1 120€ de produits sur exercice antérieur,
 - ↳ 54 542€ quote-part subvention d'investissement,
 - ↳ 7 796€ quote-part taxe d'apprentissage.
- Charges exceptionnelles : - 885€ détaillées de la façon suivante :
 - ↳ 194€ repas remboursés à des familles,
 - ↳ 284.49€ téléphone remboursé à un élève,
 - ↳ 126.50€ charges sur année antérieure,
 - ↳ -1490.27€ remise le Cèdre sur année antérieure.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Contributions volontaires en nature :

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2025 pour un montant de 168 440€ dans les comptes spéciaux (861) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (871).

Il se décompose ainsi :



- 160 956€ d'équivalent loyer correspondant au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 4% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 1 1539€ en appliquant un coût moyen de construction de 1 601€ / m² à une surface de 2514 m². Le taux de 4% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût d'un emprunt.
- 7 484 € d'équivalent loyer correspondant à la mise à disposition de terrain.
L'équivalent loyer terrain correspond au coût économique de la mise à disposition du terrain. Il a été évalué à 1/10ème de la valeur de celui-ci (74 840 €).

**Bilan Actif Passif**

Exercice du : 01/09/2024 - 31/08/2025

ASSOCIATION GESTION LYCEE PROF PRIVE ST MARTIN MACHECOUL

ACTIF	2024/2025	2023/2024
	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations incorporelles	1 924	1 672
Frais d'établissement	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	1 924	1 672
Autres Immobilisations Incorporelles	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0
Avances et acomptes	0	0
Immobilisations corporelles	2 093 011	2 288 963
Terrains	14 213	14 414
Constructions	1 797 739	1 991 066
Installations techniques, matériel et outillage	62 727	78 398
Autres Immobilisation Corporelles	213 497	200 251
Immobilisations corporelles en cours	4 834	4 834
Avances et acomptes	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être	0	0
Immobilisations financières	107 196	77 196
Participations et créances rattachées	0	0
Autres titres immobilisés	456	456
Prêts	104 840	74 840
Autres	1 900	1 900
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	2 202 131	2 367 831
ACTIF CIRCULANT		
Stocks et en-cours	-5 593	-4 188
Avances et acomptes versés sur commandes	6 599	801
Créances	59 383	21 681
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 518	1 498
Créances reçues par legs ou donations	0	0
Autres	54 865	20 183
Valeurs mobilières de placement	0	0
Instruments de trésorerie	5 984	1 294
Disponibilités	1 294 213	1 135 357
Charges constatées d'avance	7 982	8 860
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 368 569	1 163 806
Frais d'émission des emprunts (III)	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0
Ecart de conversion actif (V)	0	0
TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	3 570 700	3 531 637

PASSIF	2024/2025	2023,2024
	Net	Net
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	424 930	424 930
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	424 930	424 930
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserves	900 141	842 994
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	900 141	842 994
Autres	0	0
Report à nouveau	1 194 110	1 194 110
Excédent ou déficit de l'exercice	115 891	57 147
Situation nette (sous-total)	2 635 072	2 519 181
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	525 063	548 778
Provisions réglementées	0	0
TOTAL FONDS PROPRES (I)	3 160 136	3 067 959
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	0	0
TOTAL FONDS REPORTE ET DEDIES (II)	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	24 711	18 116
TOTAL PROVISIONS (II)	24 711	18 116
DETTES		
Emprunts obligatoires et assimilés (titres associa	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	274 162	324 487
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Avances et acomptes reçus	6 300	6 450
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 025	57 850
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	39 293	25 064
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 265	17 928
Autres dettes	4 360	1 382
Instruments de trésorerie	0	0
Produits constatés d'avance	13 449	12 400
TOTAL DETTES (IV)	385 854	445 561
Ecarts de conversion passif	0	0
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	3 570 700	3 531 637



COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATION GESTION LYCEE PROF PRIVE ST MARTIN MACHECOUL

	2024/2025	2023/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	0	66
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	444 043	407 767
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 175 617	1 052 124
Vers/Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress/Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	5 530	87
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	2 671	1 725
TOTAL I	1 627 862	1 461 769
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	8 682	5 954
Variation de stock	1 405	9 383
Autres achats et charges externes	678 176	689 186
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	26 271	16 353
Salaires et traitements	461 789	355 910
Charges sociales	138 401	118 892
Dotations aux amortissements des immobilisations	280 347	276 580
Dotations aux provisions	9 863	9 176
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	319	32
TOTAL II	1 605 254	1 481 467
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	22 608	-19 698
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	31 575	22 035
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	31 575	22 035
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	2 634	3 153
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	2 634	3 153
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	28 941	18 881
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	51 549	-817
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 120	366

Sur opérations en capital	62 338	63 296
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	63 457	63 662
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-885	5 698
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	-885	5 698
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	64 343	57 964
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I + III + V)	1 722 894	1 547 465
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 607 002	1 490 318
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	115 891	57 147

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	168 440	160 903
Prestations en nature	-168 440	-160 903
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	168 440	160 903
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	168 440	160 903



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DU LYCEE SAINT-MARTIN

(clôture des comptes 2024-2025)

Préambule :

Le modèle d'annexe aux comptes annuels de l'association de gestion applicable pour l'exercice 2024/2025 clos le 31 août 2025 a été établi par la Fédération nationale des Ogec après étude au sein de la commission comptabilité-gestion.

Les sources réglementaires et les recommandations professionnelles suivantes ont été prises en compte :

- Règlement [ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018](#) modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et [recueil des normes comptables françaises pour les entités du secteur non lucratif](#) (version en vigueur au 1^{er} janvier 2022)
- Règlement [ANC n°2014-03 du 5 juin 2014](#) modifié relatif au plan comptable général (version en vigueur : au 1^{er} janvier 2019)
- Guide de l'établissement de l'annexe comptable des associations et fondations (édition mars 2021) – Ordre des experts-comptables

Le modèle d'annexe aux comptes annuels de l'association de gestion du lycée Saint-Martin est adapté aux activités des établissements scolaires catholiques. Il comprend des dispositions communes prévues par le plan comptable général et des dispositions spécifiques aux entités du secteur non-lucratif (article 431-1 du règlement ANC n°2018-06).

Pour mémoire, les associations de gestion ont l'obligation d'établir des comptes annuels en application de leurs statuts : « Il est tenu une comptabilité conforme à la législation en vigueur et au plan comptable adapté à l'Enseignement privé [...]. La durée de l'exercice social est de 12 mois. L'exercice commence le 1^{er} septembre pour être clôturé le 31 août. » (article 10 des statuts-types Ogec).

Le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif s'applique à tout organisme à but non-lucratif qui est tenu d'établir des comptes annuels (art. 111-1), donc il s'applique de plein droit aux associations de gestion.

Le plan comptable général indique que les entités tenues d'établir des comptes annuels doivent présenter une annexe. En effet, les comptes annuels comprennent le bilan, le



compte de résultat

et l'annexe ; ils sont établis à la clôture de l'exercice et forment un tout indissociable (art. 112-1 du règlement ANC n°2014-03). Les associations de gestion doivent donc élaborer une annexe en sus du bilan et du compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les **informations d'importance significative** destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et le compte de résultat (art. 112-4 du règlement ANC n°2014-03).

Les comptes annuels, une fois arrêtés par le conseil d'administration de l'association de gestion et approuvés par l'assemblée générale, permettent une publication externe d'informations à caractère comptable.

Les comptes annuels, et en particulier l'annexe, doivent être préparés dans un souci de transparence vis-à-vis des parties prenantes, notamment les financeurs, en vue de garantir la confiance dans la gestion de l'association de gestion.

En complément des comptes annuels, l'association de gestion est invitée à préparer des éléments d'information à usage interne, qui sont distincts de l'annexe. Ces informations de gestion sont importantes pour les décisions à prendre par le conseil d'administration de l'association de gestion et à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale (ex : politique tarifaire, projets d'investissement, budget de fonctionnement).



SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'association de gestion, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Fonds propres
- 5) Subventions d'investissement
- 6) Provisions

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Informations sur les concours publics et les subventions
- 2) Ventilation du chiffre d'affaires
- 3) Effectif employé pendant l'exercice
- 4) Rémunération des dirigeants
- 5) Honoraires des commissaires aux comptes
- 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 7) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail



4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABLEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABLEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABLEAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABLEAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABLEAU V	Tableau de variation des fonds propres
TABLEAU VI	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABLEAU VII	Tableau des mouvements des provisions
TABLEAU VIII	Tableau de détail des concours publics et subventions



PRECISIONS SUR LES RUBRIQUES DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'association de gestion, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

Contenu de la rubrique :

- Association de gestion du lycée Saint-Martin 4 Ter Avenue des Mésanges 44270 MACHECOUL-ST MEME
- Date de création : 12 avril 1956
- Description de l'objet social
- Description de la nature et du périmètre des activités réalisées
- Description des moyens mis en œuvre

Précisions :

- Objet social :

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissement de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes, de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L 813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

L'association, à travers l'établissement dont elle a la responsabilité, contribue au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, à l'élévation et l'adaptation de leur niveau de formation et de qualification, ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle.



Par son objet l'association contribue à l'animation et au développement des territoires, dans les domaines liés aux formations qu'elle assure et de coopération internationale.

Pour réaliser son objet, l'association peut également passer contrat ou convention avec des collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme public ou privé concourant même partiellement à son objet.

- Nature et périmètre des activités réalisées : utiliser la typologie ci-dessous et indiquer de façon globale le nombre de classes et le nombre d'élèves

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : collège, lycée général, technologique, professionnel	Restauration scolaire

- Moyens mis en œuvre :
 - Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 27 soit 24.47 ETP.
 - Personnel salarié Association gestion : 13.80 ETP.
 - Locaux scolaires : 2514 m², mise à disposition gratuite par la Fondation de la Providence.
 - Acquisition d'un terrain, le 14 décembre 2022 pour un montant de 74 840€, de 7 ares et 20 centiares, soit 720m², dont 359m² de surface constructible comptabilisé dans le compte 2742 « Prêts aux partenaires ». Terrain mis à disposition gratuite par la Fondation de la Providence.

2) Faits marquants de l'exercice :

Effectifs :

Les effectifs des élèves ont augmenté, passant de 309 élèves à la rentrée 2023, à 345 à la rentrée 2024, soit 36 élèves supplémentaires.

Les 345 élèves sont répartis ainsi : 310 demi-pensionnaires et 35 externes, cette progression se traduit par une augmentation de la subvention de fonctionnement.

Les effectifs dans les classes sont satisfaisants. La filière vente poursuit son développement.



Ouverture de l'UFA (voie de formation initiale scolaire par apprentissage) :

- CAP Accompagnement Educatif de la Petite Enfance : 12 apprentis,
- CAP Agent de Propreté d'Hygiène : 1 apprenti.

Qualification du chef d'établissement :

Au cours de l'exercice, Madame RODRIGUEZ Marion, cheffe d'établissement, a obtenu sa qualification à l'issue d'un cycle de formation de deux années. Cette validation constitue une condition nécessaire à sa fonction et formalise la conformité de la direction.

CSE :

En octobre 2024, un projet de rapprochement entre le Lycée Saint-Joseph, l'École Saint-Honoré et le Lycée Saint-Martin a été étudié. Dès sa présentation, le personnel a fait part de son opposition, formalisée par une déclaration transmise au CSE. Parallèlement, le Ministère de l'Agriculture ainsi que le CNEAP ont rappelé leur position défavorable aux opérations de fusion-absorption des lycées agricoles par des établissements relevant de l'Éducation nationale.

Dans ce contexte, et afin de respecter les orientations institutionnelles comme l'attachement des équipes à l'identité de leurs établissements, le projet a finalement été reporté.

Projet architectural :

Un projet architectural est mené avec l'architecte programmate M. Jérôme Tardieu sur la période 2023-2027. Au cours de l'exercice 2024/2025, des travaux ont concerné la salle du personnel, la création d'un bureau pédagogique, l'aménagement d'un terrain de pétanque et la clôture du terrain.

Les exercices à venir prévoiront des investissements plus importants, notamment le réseau des eaux qui est vétuste et la création de plateaux techniques.

Prêt 30 000€ :

Le Conseil d'Administration, lors de la séance du 17 juin 2024, a voté l'octroi d'un prêt de 30000€ à l'établissement agricole AOR du Campus Val de Sarthe à Sablé sur Sarthe, en difficulté.



Arrêts longues maladies :

Au cours de l'exercice 2024/2025, il y a eu 3 longs arrêts maladie :

- Enseignants de droit public : - AUDRAIN Gwénaëlle, enseignante HG (0.5 ETP)
- VUILLEMIN Laure, enseignante lettres modernes (1 ETP)
- Personnel de droit privé : - SARTORIO Elodie, AVS
- AUDRAIN Gwénaëlle, adjointe de direction (0.5 ETP)

Les remplacements des enseignantes de droit public n'ont pas été intégralement couverts par la subvention article 44 conjoncturel.

Mouvement du personnel :

- Marion MONTFERRAND est embauchée en CDI pour coordonner la formation en apprentissage,
- Embauche de plusieurs AVS pour les suivis des élèves à besoins éducatifs particuliers,
- Embauche de formateurs pour l'UFA,
- Départ de Mme AUDRAIN Gwénaëlle, enseignante de droit public et adjointe de direction au 31/08/2025, Mme AUDRAIN a demandé sa mutation dans un autre établissement scolaire vers l'éducation nationale,
- Départ en retraite de Mme DANIELO Michelle,
- Départ de Mme VUILLEMIN Laure au 31/08/2025 pour mutation,
- Départ de Mme YVERNOGEAU Nathalie au 31/08/2025, fin de CDD,
- Départs de Mme FRONT Bénédicte au 11/07/2025, fin de CDD.

Investissement :

- Création d'un bureau pédagogique,
- Déplacement de la cloison de la salle visioconférence, pour création d'un bureau communication,
- Réaménagement de la salle du personnel,
- Création d'un terrain de pétanque,
- Clôture et création d'un portillon situé derrière la cuisine pédagogique,
- Renouvellement des postes et des vidéoprojecteurs, TICE 2025.



Développement durable :

- Installation de composteurs dans le cadre d'une action éducative,
- Eco pâturage : entretien des espaces verts par les moutons d'Ouessant sur 2 de nos parcelles, un projet qui s'inscrit dans le cadre des transitions écologiques.

Nouveautés post-clôture au 1/09/2025

- Ouverture du Centre de formation continue, les formations proposées sont le CAP AEPE et le CAP APH en complément de l'offre en apprentissage,
- Amélie MOIROUX augmente son temps de travail sur son contrat de droit privé pour assurer la mission de coordinatrice de vie scolaire et diminue son contrat de droit public de 10%.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

Proposition de rédaction :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2) Référentiel comptable :

Proposition de rédaction :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août N ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la [nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat \(édition 2020\)](#) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Règles et méthodes comptables :

Pour mémoire, la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif a concerné les comptes de l'exercice 2020-2021.

L'Autorité des Normes Comptables a adopté le 11 mars 2022 deux nouveaux textes : le [règlement N°2022-01](#) modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et le [règlement N°2022-02](#) modifiant le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018. L'homologation de ces deux règlements n'ayant pas fait l'objet d'un arrêté publié au Journal Officiel avant le 31 août 2022, les nouvelles dispositions réglementaires ne sont pas



applicables aux comptes 2021/2022. Ces deux nouveaux règlements concernent les associations de gestion ayant une activité de formation par apprentissage et ceux percevant le solde de taxe d'apprentissage.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Précisions :

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	35 à 40 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	8 à 15 ans	6,66 à 10 %
Matériel de bureau	5 ans	10 à 20 %
Mobilier	10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 5 ans	10 à 33,33 %
Matériel informatique	3 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	1 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).



2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Contenu de la rubrique :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Précisions :

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

5) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

6) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

Précisions sur les engagements de retraite :



La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, de taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.78%
- Taux de croissance des salaires : 0
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Table de taux de mortalité : 0

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 17 322 €.

Précision sur le Compte épargne temps du chef d'établissement :

A compter du 1/09/2023, un compte épargne temps est calculé pour la cheffe d'établissement Marion RODRIGUEZ, selon les statuts du chef d'établissement.

Cette provision est calculée à hauteur de 10 jours épargnés dans l'année scolaire sur le salaire journalier brut du chef d'établissement.

Montant de la provision 2024/2025 : 4 121 €

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

2) Effectif employé pendant l'exercice :

	Hommes	Femmes	Total	Effectif Equivalent Temps plein
Cadres	5	14	19	6.62
Agents de maîtrise	1	2	3	3
Employés	1	10	11	4.18
Total	7	26	33	13.80

3) Rémunération des dirigeants :

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte



financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Au titre de l'exercice, les 3 plus hauts dirigeants sont considérés comme étant le président, le vice-président et le trésorier. Le montant des rémunérations et avantages en nature versés s'est élevé à 0€.

4) Honoraires des commissaires aux comptes :

Les honoraires de notre cabinet de commissariat aux comptes : Bakertilly s'élèvent à 7000 € pour l'exercice 2024/2025.

5) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

- Produits et charges imputables à un autre exercice : produits constatés d'avance (passif) 12 697€ et charges constatées d'avance (actif) 7 982€,
- Charges à payer 24 515 € et produits à recevoir 0€ rattachés aux postes de dettes et de créances.

6) Charges et produits exceptionnels :

Contenu de la rubrique :

Si les montants sont significatifs, l'association de gestion donne des précisions sur la nature et le montant des :

- Produits exceptionnels : 63 457€ détaillés de la façon suivante :
 - ↳ 1 120€ de produits sur exercice antérieur,
 - ↳ 54 542€ quote-part subvention d'investissement,
 - ↳ 7 796€ quote-part taxe d'apprentissage.
- Charges exceptionnelles : - 885€ détaillées de la façon suivante :
 - ↳ 194€ repas remboursés à des familles,
 - ↳ 284.49€ téléphone remboursé à un élève,
 - ↳ 126.50€ charges sur année antérieure,
 - ↳ -1490.27€ remise le Cèdre sur année antérieure.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Contributions volontaires en nature :

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2025 pour un montant de 168 440€ dans les comptes spéciaux (861) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (871).

Il se décompose ainsi :



- 160 956€ d'équivalent loyer correspondant au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 4% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 1 1539€ en appliquant un coût moyen de construction de 1 601€ / m² à une surface de 2514 m². Le taux de 4% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût d'un emprunt.
- 7 484 € d'équivalent loyer correspondant à la mise à disposition de terrain.
L'équivalent loyer terrain correspond au coût économique de la mise à disposition du terrain. Il a été évalué à 1/10ème de la valeur de celui-ci (74 840 €).

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

Annexe Lycée Saint-Martin 2021/2022

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	12 665	3 013		1 975		13 703	
	Autres immobilisations incorporelles	-		-	-	-	-	
	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	
TOTAL I		12 665	3 013	-	1 975	-	13 703	-
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	15 820	-	-	-	-	15 820	
	Constructions	Sur sol propre	4 349 502				4 349 502	
		Sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		511 095	27 818	-	14 311	524 602	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	280 653	28 229	-	2 579	306 303	
		Matériel de transport	828	-	-	-	828	
		Matériel de bureau et informatique	4 478		-	1 416	3 062	
		Mobilier	169 297	22 577	-	2 071	189 803	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses		-	-	-	-	-	
	Immobilisations corporelles en cours		4 834	-		-	4 834	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		-	-	-	-	-	
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés		-	-	-	-	-	
TOTAL II		5 336 507	78 623	-	20 377	-	5 394 754	
FINANCIERES	Créance La Providence		-	-	-	-	-	
	Autres titres immobilisés		456				456	
	Prêts et autres immobilisations financières		76 740	30 000	-	-	106 740	
	TOTAL III		77 196	30 000	-	-	107 196	
TOTAL GENERAL (I + II + III)		5 426 367	111 636	-	22 352	-	5 515 652	-

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

Annexe Lycée Saint-Martin 2021/2022

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	10 993	2 761	1 975	-	11 779	
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
	TOTAL I	10 993	2 761	1 975	-	11 779	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains		1 406	201	-	-	1 606
	Constructions	Sur sol propre	2 358 436	193 327		-	2 551 762
		Sur sol d'autrui	-	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		432 697	43 488	14 311	-	461 874
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	153 516	23 945	2 579	-	174 882
		Matériel de transport	828	-	-	-	828
		Matériel de bureau et informatique	3 582	787	1 416	-	2 952
		Mobilier	97 079	12 828	2 071	-	107 836
		Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-	-	-
TOTAL II		3 047 543	274 575	20 377	-	3 301 741	
TOTAL GENERAL (I + II)		3 058 535	277 336	22 352	-	3 313 520	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles	-	-	-	-
		• Corporelles	-	-	-	-
		• Financières	-	-	-	-
	Stocks et en-cours		-	-	-	-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		3 442	3 011	1 836	4 617
	Autres créances		-	-	-	-
	Valeurs mobilières de placement		-	-	-	-
	TOTAL		3 442	3 011	1 836	4 617
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		-	-	-	-
	financières		-	-	-	-
	exceptionnelles		-	-	-	-

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	74 840	-	74 840
Autres créances	31 900	-	31 900
Sous-total créances de l'actif immobilisé	106 740	-	106 740
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 135	9 135	-
Créances reçues par legs et donations	-	-	-
Créances sociales et fiscales	53 560	53 560	-
Autres créances (à détailler si besoin)	6 599	6 599	-
Sous-total créances de l'actif circulant	69 294	69 294	-
TOTAL CREANCES	176 033	69 294	106 740

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-	-	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	274 162	67 720	206 442	-	
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-	
Sous-total dettes financières	274 162	67 720	206 442	-	-
Dettes fournisseurs	42 025	42 025	-	-	
Dettes des legs et donations	-	-	-	-	
Dettes fiscales et sociales	45 593	45 593	-	-	
Dettes sur immobilisations	6 265	6 265	-	-	
Autres dettes	-	-	-	-	
Sous-total autres dettes	93 883	93 883	-	-	
TOTAL DETTES	368 044	161 602	206 442	-	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU V)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres statutaires	-	-	-	-	-
Fonds propres complémentaires	424 930	-	-	-	424 930
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres statutaires	-	-	-	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	-	-
Réserves pour projet de l'entité	508 966	57 147	-	-	566 113
Réserves pour trésorerie	248 711	-	-	-	248 711
Réserves d'exploitation	85 317	-	-	-	85 317
Report à nouveau	1 194 110	-	-	-	1 194 110
Excédent ou déficit de l'exercice	57 147	57 147	115 891	-	115 891
Situation nette (sous-total)	2 519 181	-	115 891	-	2 635 072
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	548 778	-	38 623	62 338	525 063
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 067 959	-	154 514	62 338	3 160 135

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VI)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	1 133 487	38 623	32 881	1 139 229
Quote-part virée au résultat	584 708	62 338	32 881	614 165
Montant net figurant au passif du bilan	548 779	-	-	525 064

2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice *	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
Etat	5 083	5 083		5 083
Construction bâtiment pédagogique G.O.	93 142	46 571	2 329	44 242
Construction bâtiment pédagogique C.V.				-
Bâtiment 2012 G.O.	399 074	273 651	11 402	262 249
Bâtiment 2012 CV	199 805	89 912	9 990	79 922
Bâtiment 2012 IGT	183 657	46 975	12 244	36 731
Bâtiment 2012 AG 15 ans	112 478	28 994	7 499	22 495
Sécurisation et optimisation des réseaux	17 702	6 272	1 321	4 951
Kit visioconférence	950	19	19	0
Renouvellement des ordis profs maint serveurs	9 988	201	201	-
Firewall	6 995	3 768	1 429	2 339
Renouvellement des serveurs	15 963	13 577	3 761	12 702
Renouvellement PC Classes Bornes Wifi	19 764	19 764	4 847	14 917
2013/20214			-	-
Taxe d'apprentissage				
Taxe d'apprentissage	3 973	795	397	397
Taxe d'apprentissage	12 061	1 508	1 508	0
Taxe d'apprentissage	6 244	2 498	624	1 873
2019/2020	3 505	1 753	351	1 402
2020/2021	6 163	4 199	616	3 583
2021/2022	6 421	5 042	643	4 399
2022/2024	2 146	1 985	220	1 935
2023/2024	15 256	12 976	3 117	12 139
2024/2025	18 859	18 860	320	18 540
Total	1 139 229	587 402	62 338	525 064

* Au vu de la spécificité du tableau, nous avons regroupé les comptes 131 et 139

38 624
548 778